

<https://ricochets.cc/Resistances-a-l-oppression-pour-changer-DE-societe.html>



Résistances à l'oppression, pour changer DE société

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 18 novembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans toute société humaine, la liberté individuelle totale n'existe pas, on retrouve des contraintes liées à une culture collective et des règles sociales. Mais il est possible que ces lois soient décidées et contrôlées par les gens eux-mêmes, et laissent une grande liberté aux personnes, avec la possibilité de les contester réellement.

Depuis les origines des civilisations, des systèmes de pouvoir centralisé ont créé divers organes chargés de conserver l'ordre en place, pour croître et conquérir. Des soldats réprimaient les soulèvements par la force et obligeaient les peuples à payer divers « impôts » aux castes au pouvoir : rois, religieux, empereurs, nobles... Lesquels s'en servaient pour la guerre, leur confort et asseoir leur puissance.

Avec l'avènement des Etats modernes et de l'économie productiviste (capitaliste ou dirigée), avec leurs bureaucraties et leur mainmise sur les territoires et les gens, sont apparus diverses formes de polices, de lois de plus en plus contraignantes.

Pour s'imposer, notre civilisation et ses Etats ont du détruire langues et entités régionales et locales autonomes, niveler la population, contraindre au travail salarié, détruire l'autonomie collective et individuelle.

Pour imposer cette impuissance généralisée et croissante aux populations très rétives, les forces de l'ordre (gendarmes, polices, armées), les flics, sont épaulés par les propagandes étatiques et médiatiques (les gros médias alliés de l'État et/ou du Capital), par le bourrage de crane de l'éducation nationale, et aussi très souvent par les grandes Eglises.

En guise de "contreparties", les peuples sont censés "bénéficier" de la démocratie et de la consommation, ils sont achetés et maintenus "sages" par des libertés, des droits (Droits de l'homme, de vote, de propriété...), des aides sociales et des produits industriels low-cost fabriqués en série. Tout ça étant surveillé et contrôlé de plus en plus étroitement par des structures oligarchiques échappant aux peuples.



Résistances à l'oppression, pour changer DE société Réflexions sur les méthodes de contestations sous une tyrannie

Face à cette oppression les peuples, en France et ailleurs, ont toujours résisté, souvent avec acharnement, ça les livres d'histoire en parlent moins ou de manière tronquée. Malgré tout la machine étatique et capitaliste de la civilisation industrielle a accru son emprise et son pouvoir, ses destructions et ses ruses, gagnant sans cesse du terrain.

A chaque mouvement de résistance, la répression et la propagande se montrent et se durcissent si la révolte ne se tait pas ou ne se cantonne pas à des formes convenues et inoffensives.

Avec la pseudo démocratie (démocrature, ou aristocratie électorale) française, certains droits d'expression critique et de contestation (liberté d'opinion, droit de grève, congés payés, sécurité sociale, presse indépendante, droit de vote des femmes...) ont été concédés suite à des révoltes importantes.

La plupart du temps, des actions illégales, des désobéissances, ont grandement aidé à obtenir ces « conquis sociaux » si appréciés à présent par le plus grand nombre. Il y eu en Europe des grèves hors la loi, des blocages d'usines, des émeutes, des suffragettes ont commis des incendies en Angleterre, des sabotages...

Les puissants lâchent rarement du lest face aux seuls moyens légaux qu'ils autorisent, et ils résistent un maximum en utilisant la force armée et la répression judiciaire.

Les droits de contestation légaux sont donc largement des trompe l'oeil, car soit les pouvoirs les ignorent (manifestations, pétitions, happenings...), soit ils sont largement inopérants (élections) ou très difficiles à exercer (grèves).

Si les puissants se sentent un peu menacés, ils réduisent même ces droits là. En réalité, les droits de contestation sont accordés à condition qu'on ne s'en serve pas trop, ainsi la soumission volontaire remplace avantageusement la contrainte armée.

On voit en France ces dernières années des censures de banderoles, des journalistes blessés ou arrêtés, des syndicalistes pourchassés, des manifestants mutilés et éborgnés, des manifestations interdites, des grèves rendues de plus en plus difficiles à mener, des menaces sur l'emploi pour faire taire, des arrestations arbitraires et des procès se multiplier, des systèmes de fichage et de surveillance s'étendre, etc.

La période de confinement a permis au gouvernement de tester de nouveaux dispositifs de surveillance : drones, assignation à résidence, amendes sans contact, coercition sécuritaire sous un prétexte sanitaire, hélicoptères de surveillance dans les montagnes et sur les côtes (à vision infrarouge en ville), etc.

Actuellement, le système étatique et capitaliste se sait contesté (aspirations à la démocratie réelle, graves problèmes écologiques et climatiques, volonté de justice sociale, défense des biens communs et des services publics...), alors il accroît la répression afin de se maintenir quoi qu'il en coûte.

Le verrouillage total du système anti-démocratique en place et la violence totalitaire et écocidaire du capitalisme appellent des révoltes qui sortent des clous. Vu l'impasse des moyens dits légaux de contestation et de transformation, une part croissante des peuples a recourt, comme ça c'est toujours fait au cours de l'histoire, a des moyens plus ou moins illégaux, décriés.

Ce qui permet au pouvoir de réprimer encore plus fort, en disant « voyez ces factieux violents qui utilisent des moyens illégaux, ce sont de vulgaires délinquants, bientôt des terroristes ».

Mais c'est bien ce système rigide et violent qui est responsable, qui provoque et ne laisse pas d'autres solutions aux opprimé.e.s.

Cercle vicieux qui mène à Big Brother sur fond de technopolice intrusive.

Le pouvoir doit toujours néanmoins doser sa répression, car un excès peut susciter une révolte encore plus forte. Pour limiter la réprobation populaire, les pauvres, les plus exclus (exilés, habitants de banlieues), sont ciblés en premier, et le régime s'évertue de salir et rabaisser toute résistance politique ferme.

Bien entendu, le pouvoir justifie la répression par le fait qu'il est élu et légalement légitime, et qu'on serait « en-démocratie », mais on sait bien qu'il s'agit depuis toujours d'une ploutocratie, d'une tyrannie oligarchique, avec des minorités de nantis et de technocrates qui dirigent tout.

Même Darmanin le ministre de l'intérieur avoue en disant le 16 août 2020 sur BFM TV : « *C'est la police, la gendarmerie, les forces de l'ordre qui font la loi dans notre pays* » ! La France est un Etat policier autoritaire au service des technocrates et des capitalistes, pas une démocratie réelle contrôlée par les peuples au service du bien commun. Et en plus les lobbys capitalistes y ont de plus en plus de poids.

Les puissants évoquent aussi le soutien d'une prétendue « majorité silencieuse », or cette majorité est fictive (peu de monde a voté effectivement pour Macron), et beaucoup de gens sont rendus inertes et soumis par la terreur produites à dessein par la répression et la propagande.

A ce stade, le seul moyen d'éviter une surenchère de répressions suite aux révoltes serait de destituer

complètement le régime, de mettre à genou le capitalisme, de « vaincre » en portant des transformations radicales.

On constate ainsi que des formes de révolutions, de changements radicaux, deviennent plus faciles, et plus souhaitables vu les urgences, qu'une succession de réformes.

Un changement DE société plutôt que changer la société.

A.

Post-scriptum :

► *Ce texte avait été publié dans le journal papier N°15 de Ricochets (août 2020)*